

OÙ EN SOMMES-NOUS?

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été adopté par 193 pays des Nations unies en septembre 2015 et comprend un ensemble d'objectifs communs dénommés les Objectifs de développement durable (ODD), que les États se sont engagés à atteindre. Les 17 ODD couvrent des questions d'une grande pertinence pour le travail des syndicats, notamment la promotion du travail décent, la lutte contre les inégalités et le changement climatique.

LES CONCLUSIONS DES SYNDICATS CONCERNANT LA MISE EN OEUVRE DES ODD

Les syndicats sont engagés à mener à terme les ODD. **Les Profils syndicaux par pays sur les ODD** constituent un exemple concret de cet engagement. Ces rapports détaillés sont utilisés pour faire pression sur les gouvernements aux niveaux national et international afin de veiller à ce qu'ils mènent leurs engagements à terme. **Ils évaluent le degré de mise en oeuvre des ODD selon trois critères:**

La transparence: les ODD exposent une vision d'un avenir inclusif. L'accès aux informations est la première étape pour assurer que les syndicats puissent jouer leur rôle dans la réalisation de cette vision. Toutefois, plusieurs syndicats ont connu d'importantes difficultés dans ce domaine.

La consultation: les syndicats savent que, pour obtenir des résultats bénéficiant aux travailleurs/euses et à leur famille, ils doivent participer au processus décisionnel. Les ODD visent à y parvenir, de sorte que la consultation s'avère indispensable. Bien que les gouvernements manquent de cohérence dans leurs approches, les syndicats accomplissent un travail considérable et partagent les meilleures pratiques pour ouvrir de nouveaux espaces afin **de permettre des apports significatifs.**

Le dialogue social: le dialogue social permet d'établir le consensus social et renforce la stabilité institutionnelle qui est fondamentale pour garantir un développement durable. Bien que ces contributions soient bien étayées, le dialogue social est considérablement sous-utilisé dans le cadre de la mise en oeuvre des ODD. Dans leur engagement en faveur

des ODD, les syndicats se mobilisent pour y remédier, une bataille qui est essentielle dans le cadre du processus de réforme des Nations unies.

Cet important ensemble de travaux permet d'instaurer une coordination et des stratégies communes au sein du mouvement syndical, qui, à son tour, gagne du terrain en tant qu'acteur indispensable du développement durable.

- » Afin de garantir le « **plein emploi productif** », la tendance d'accroissement du travail informel, qui est une réalité pour 60 % des travailleurs/euses, dont la plupart sont des femmes, doit être inversée.
- » **Quatre-vingt-sept pour cent des pays ont violé le droit de grève.** Cela doit cesser si nous voulons garantir « les droits du travail et des milieux de travail sûrs ».
- » « **Les politiques fiscales, salariales et de protection sociale** » ne sont pas adaptées pour lutter contre les inégalités persistantes.
- » **Les plans nationaux en matière d'ODD élaborés par les gouvernements sont généralement inadéquats** et n'incluent pas les dotations budgétaires nécessaires pour atteindre les ODD.
- » **Le dialogue social n'est pas suffisamment intégré** comme mécanisme de gouvernance dans la planification et le suivi de la mise en oeuvre des ODD.